

Art. 4. Dans le même arrêté, l'annexe 3 est remplacée par l'annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 5. Dans le même arrêté, l'annexe 5 est remplacée par l'annexe 2 au présent arrêté.

Art. 6. Dans le même arrêté, l'annexe 6 est remplacée par l'annexe 3 au présent arrêté.

Art. 7. Dans le même arrêté, l'annexe 7 est remplacée par l'annexe 4 au présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2010, à l'exception de l'article 3, qui entre en vigueur le 1^{er} septembre 2010.

Art. 9. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 juillet 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3034

[C — 2010/29468]

19 JUILLET 2010. — Décret relatif aux services en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions préliminaires

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° « service » : toute activité économique non salariée exercée normalement contre rémunération, visée à l'article 50 du traité CE;

2° « prestataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou toute personne morale visée à l'article 48 du traité CE et établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui offre ou fournit un service;

3° « établissement » : l'exercice effectif d'une activité économique par le prestataire pour une durée indéterminée ou au moyen d'une infrastructure stable à partir de laquelle la fourniture de service est réellement assurée;

4° « destinataire » : toute personne physique ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou qui bénéficie de droits qui lui sont conférés par des actes communautaires ou personne morale établie dans un Etat membre de l'Union européenne qui, à des fins professionnelles ou non, utilise ou souhaite utiliser un service;

5° « profession réglementée » : une activité ou un ensemble d'activités professionnelles dont l'accès, l'exercice ou une des modalités d'exercice est subordonné directement ou indirectement, en vertu de dispositions décretales, réglementaires ou administratives, à la possession de qualifications professionnelles déterminées; l'utilisation d'un titre professionnel limitée par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives aux détenteurs d'une qualification professionnelle donnée constitue une modalité d'exercice;

6° « titulaire d'une profession libérale » : toute entreprise qui n'est pas commerçante au sens de l'article 1^{er} du Code de commerce et qui est soumise à un organe de contrôle créé par la loi;

7° « régime d'autorisation » : toute procédure qui a pour effet d'obliger un prestataire ou un destinataire à faire une démarche auprès d'une autorité compétente en vue d'obtenir un acte formel ou une décision implicite relative à l'accès à une activité de service ou à son exercice;

8° « exigence » : toute obligation, interdiction, condition ou limite contenue dans un décret, un règlement ou dans des dispositions administratives ou découlant de la jurisprudence, des pratiques administratives, des règles des ordres professionnels ou des règles collectives d'associations professionnelles ou autres organisations professionnelles adoptées dans l'exercice de leur autonomie juridique;

9° « raisons impérieuses d'intérêt général » : des raisons reconnues comme telles par la jurisprudence de la Cour de justice, qui incluent, notamment, les justifications suivantes : l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle;

10° « assurance responsabilité professionnelle » : une assurance souscrite par un prestataire pour couvrir, à l'égard des destinataires et, le cas échéant, des tiers, sa responsabilité éventuelle en cas de dommage résultant de la prestation de service;

11° « autorité compétente de la Communauté française » : toute autorité ou instance ayant, sur le territoire de la région de langue française, un rôle de contrôle ou de réglementation des activités de services, notamment les autorités administratives, les ordres professionnels et les associations ou autres organismes professionnels qui, dans le cadre de leur autonomie juridique, réglementent de façon collective l'accès aux activités de service ou leur exercice;

12° « Etat membre » un Etat membre de l'Union européenne;

13° « Etat membre d'établissement » : l'Etat membre sur le territoire duquel le prestataire concerné a son établissement;

14° « Etat membre où le service est fourni » : l'Etat membre où le service est fourni par un prestataire établi dans un autre Etat membre;

15° « jour ouvrable » : tout jour calendrier à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés légaux. Si le délai expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est prolongé jusqu'au jour ouvrable suivant;

16° « données à caractère personnel » : informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, conformément à la définition prévue à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

17° « coordinateur fédéral » : la personne physique désignée au sein du Service public fédéral Economie, pour être, dans le cadre de la coopération administrative prévue au Chapitre VI, le point de contact entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

18° « coordinateur de la Communauté française » : la personne physique désignée au sein du Ministère de la Communauté française, pour être, dans le cadre de la coopération administrative prévue au Chapitre VI, le point de contact via le coordinateur fédéral, entre la Commission européenne et les autorités belges compétentes;

19° « coordinateur d'alerte » : la personne ou les personnes physiques désignées au niveau fédéral qui sont chargées d'assurer l'information des Etats membres et de la Commission européenne de circonstances ou de faits graves et précis en rapport avec une activité de service susceptibles de causer un préjudice grave à la santé ou à la sécurité des personnes ou à l'environnement.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent décret s'applique, sans préjudice des compétences de l'autorité fédérale, des régions et des communautés qui sont transférées à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, aux services, à l'exception :

1° des services d'intérêt général non économiques, y inclus les services sociaux;

2° des services de soins de santé, qu'ils soient ou non assurés dans le cadre d'établissement de soins et indépendamment de la manière dont ils sont organisés et financés ou de leur nature publique ou privée;

3° les services audiovisuels, y compris les services cinématographique, quel que soit leur mode de production, de distribution et de transmission, et la radiodiffusion sonore;

4° des activités participant à l'exercice de l'autorité publique conformément à l'article 45 du traité CE;

5° des services sociaux relatifs au logement social, à l'aide à l'enfance et à l'aide aux familles et aux personnes se trouvant de manière permanente ou temporaire dans une situation de besoin qui sont assurés par la Communauté française et les autres autorités publiques, par des prestataires mandatés par la Communauté française ou par des associations caritatives reconnues comme telles.

§ 2. Si les dispositions du présent décret sont en conflit avec des dispositions légales, décrétales ou réglementaires régissant les aspects spécifiques de l'accès à une activité de services ou son exercice dans des secteurs spécifiques ou pour des professions spécifiques, transposant le droit communautaire, ces dernières dispositions prévalent.

CHAPITRE II. — *Liberté d'établissement*

Art. 4. Lorsqu'une autorisation est requise pour l'accès à une activité de service et son exercice, celle-ci doit respecter les conditions suivantes :

1° le régime d'autorisation n'est pas discriminatoire à l'égard du prestataire visé;

2° la nécessité d'un régime d'autorisation est justifiée par une ou plusieurs raison(s) impérieuse(s) d'intérêt général;

3° l'objectif poursuivi ne peut pas être réalisé par une mesure moins contraignante, notamment parce qu'un contrôle a posteriori interviendrait trop tardivement pour avoir une efficacité réelle.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui sont régis, directement ou indirectement, par le droit communautaire.

Art. 5. Les régimes d'autorisation doivent reposer sur des critères qui encadrent l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités compétentes afin que celui-ci ne soit pas utilisé de manière arbitraire.

Ces critères sont :

1° non discriminatoires;

2° justifiés par une ou plusieurs raison(s) impérieuse(s) d'intérêt général;

3° proportionnels à cet objectif d'intérêt général;

4° clairs et non ambigus;

5° objectifs;

6° rendus publics à l'avance;

7° transparents et accessibles.

Art. 6. Les procédures et formalités d'autorisation doivent être claires, rendues publiques à l'avance et propres à garantir aux parties concernées que leur demande sera traitée avec objectivité et impartialité.

Les procédures et formalités d'autorisation ne doivent pas être dissuasives ni compliquer ou retarder indûment la prestation du service. Elles doivent être facilement accessibles et les charges qui peuvent en découler pour les demandeurs doivent être raisonnables et proportionnées aux coûts des procédures d'autorisation et ne pas dépasser le coût des procédures.

Art. 7. Les conditions d'octroi de l'autorisation pour un nouvel établissement ne peuvent pas faire double emploi avec les exigences et contrôles équivalents ou essentiellement comparables en raison de leur finalité, auxquels est déjà soumis le prestataire de services en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le coordinateur de la Communauté française et ou le coordinateur fédéral ainsi que le prestataire assistent l'autorité compétente en fournissant les informations nécessaires sur ces exigences.

Art. 8. Lorsqu'un prestataire de service s'établit en région de langue française, une assurance responsabilité professionnelle ou une garantie ne peut pas être exigée lorsque ce prestataire de service est déjà couvert, en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne dans lequel il est déjà établi, par une garantie équivalente ou essentiellement comparable pour ce qui est de sa finalité et de la couverture qu'elle offre sur le plan du risque assuré, de la somme assurée ou du plafond de la garantie ainsi que des activités éventuellement exclues de la couverture.

Dans le cas où la couverture n'est que partielle, une garantie complémentaire pour couvrir les éléments qui ne sont pas déjà couverts peut être exigée.

Lorsqu'une assurance responsabilité professionnelle ou la fourniture d'une autre forme de garantie est imposée à un prestataire établi en région de langue française, les attestations de couverture émises par des établissements de crédit ou des assureurs dont le siège social est établi dans un Etat membre de l'Union européenne sont admises comme preuve.

Art. 9. L'autorisation requise dans le respect des articles 4 à 8, permet au prestataire de service d'avoir accès à l'activité de service ou de l'exercer sur l'ensemble du territoire de la région de langue française, y compris par la création d'agences, de succursales, de filiales ou de bureaux.

L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsqu'une autorisation propre à chaque implantation ou une limitation de l'autorisation à une partie spécifique du territoire national est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

Art. 10. Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un accusé de réception dans les dix jours ouvrables de son dépôt.

L'accusé de réception indique :

- 1° la date à laquelle la demande a été reçue;
- 2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;
- 3° les voies de recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter;
- 4° s'il y a lieu, la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, éventuellement prolongé, l'autorisation est considérée comme octroyée.

En cas de demande incomplète, le demandeur est informé dans les plus brefs délais du besoin de fournir des documents complémentaires qui sont nécessaires à l'examen de sa demande, du temps dont il dispose pour ce faire ainsi que des conséquences sur le délai visé à l'alinéa 2.

En cas de rejet d'une demande au motif qu'elle ne respecte pas les procédures ou formalités nécessaires, le demandeur en est informé dans les plus brefs délais.

Art. 11. L'autorité compétente de la Communauté française octroie l'autorisation après qu'un examen approprié a établi que les conditions pour son octroi sont remplies.

Si la réglementation ne prévoit aucun délai à l'issue duquel la décision sur la demande d'autorisation doit être rendue, celle-ci est rendue au plus tard trente jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception ou, si le dossier est incomplet, à compter de la date à laquelle le demandeur a fourni tous les documents complémentaires requis qui lui ont été demandés.

Le délai peut être prolongé une seule fois et pour une durée limitée à trente jours ouvrables maximum. La prolongation ainsi que sa durée doivent être notifiées au demandeur avant l'expiration du délai initial.

Sans préjudice des décrets, arrêtés ou règlements particuliers justifiés par une raison impérieuse d'intérêt général, en l'absence de réponse dans le délai prévu par les décrets, arrêtés ou règlements, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Art. 12. § 1^{er}. L'autorisation octroyée à un prestataire de services a une durée illimitée, à l'exception des cas suivants :

- 1° l'autorisation fait l'objet d'un renouvellement automatique;
- 2° l'autorisation est seulement subordonnée à l'accomplissement continu d'exigences;
- 3° le nombre d'autorisations disponibles est limité par une raison impérieuse d'intérêt général;
- 4° une durée limitée d'autorisation est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas en cas de retrait d'une autorisation lorsque les conditions d'octroi cessent d'être réunies.

§ 3. Le paragraphe 1^{er} ne vise pas le délai maximal avant la fin duquel le prestataire doit effectivement commencer son activité après y avoir été autorisé.

Art. 13. Lorsque le nombre d'autorisations disponibles pour une activité donnée est limité en raison de la rareté des ressources naturelles ou des capacités techniques utilisables, une procédure de sélection entre les candidats potentiels est appliquée. Cette procédure prévoit toutes les garanties d'impartialité et de transparence, notamment la publicité adéquate de l'ouverture de la procédure, de son déroulement et de sa clôture.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, l'autorisation est octroyée pour une durée limitée appropriée et ne doit pas faire l'objet d'une procédure de renouvellement automatique, ni prévoir tout autre avantage en faveur du prestataire dont l'autorisation vient juste d'expirer ou des personnes ayant des liens particuliers avec ledit prestataire.

Les règles pour la procédure de sélection peuvent tenir compte de considérations liées à la santé publique, à des objectifs de politique sociale, à la santé et à la sécurité des salariés ou des personnes indépendantes, à la protection de l'environnement, à la préservation du patrimoine culturel et autres raisons impérieuses d'intérêt général.

Art. 14. § 1^{er}. L'accès à une activité de service ou son exercice en région de langue française ne peut être subordonné à aucune des exigences suivantes :

1° les exigences discriminatoires fondées directement ou indirectement sur la nationalité ou, en ce qui concerne les sociétés, l'emplacement du siège statutaire, en particulier :

- a) l'exigence de nationalité pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;
- b) l'exigence d'être résident sur le territoire belge pour le prestataire, son personnel, les personnes détenant du capital social ou les membres des organes de gestion ou de surveillance du prestataire;

2° l'interdiction d'avoir un établissement dans plus d'un Etat membre ou d'être inscrit dans les registres ou dans les ordres ou les associations professionnelles de plus d'un Etat membre;

3° les limites à la liberté du prestataire de choisir entre un établissement à titre principal ou à titre secondaire, en particulier l'obligation pour le prestataire d'avoir son établissement principal sur leur territoire, ou les limites à la liberté de choisir entre l'établissement sous forme d'agence, de succursale ou de filiale;

4° les conditions de réciprocité avec l'Etat membre où le prestataire a déjà un établissement, à l'exception de celles prévues dans les instruments communautaires en matière d'énergie;

5° l'application au cas par cas d'un test économique consistant à subordonner l'octroi de l'autorisation à la preuve de l'existence d'un besoin économique ou d'une demande du marché, à évaluer les effets économiques potentiels ou actuels de l'activité ou à évaluer l'adéquation de l'activité avec les objectifs de programmation économique fixés par l'autorité compétente de la Communauté française;

6° l'intervention directe ou indirecte d'opérateurs concurrents, y compris au sein d'organes consultatifs, dans l'octroi d'autorisations ou dans l'adoption d'autres décisions des autorités compétentes, à l'exception des ordres et associations professionnels ou autres organisations qui agissent en tant qu'autorité compétente; cette interdiction ne s'applique ni à la consultation d'organismes tels que les chambres de commerce ou les partenaires sociaux sur des questions autres que des demandes d'autorisation individuelles ni à une consultation du public;

7° l'obligation de constituer ou de participer à une garantie financière ou de souscrire une assurance auprès d'un prestataire ou d'un organisme établi sur le territoire belge. Ceci ne porte pas atteinte à la possibilité d'exiger une couverture d'assurance ou des garanties financières en tant que telles et ne porte pas atteinte aux exigences relatives à la participation à un fonds collectif de compensation, par exemple pour les membres d'ordres ou organisations professionnels;

8° l'obligation d'avoir été préalablement inscrit pendant une période donnée dans les registres tenus en région de langue française ou d'avoir exercé précédemment l'activité pendant une période donnée sur le territoire de la région de langue française.

§ 2. L'interdiction visée au paragraphe 1^{er}, 5°, ne concerne pas les exigences en matière de programmation qui ne poursuivent pas des objectifs de nature économique mais relèvent de raisons impérieuses d'intérêt général.

CHAPITRE III. — *Liberté de prestation de services*

Art. 15. § 1^{er}. La prestation de service ne peut pas être subordonnée à des exigences qui ne satisfont pas aux principes suivants :

1° la non-discrimination : l'exigence ne peut être directement ou indirectement discriminatoire en raison de la nationalité ou, dans le cas des personnes morales, en raison de l'Etat membre dans lequel elles sont établies;

2° la nécessité : l'exigence doit être justifiée par des raisons d'ordre public, de sécurité publique, de santé publique ou de protection de l'environnement;

3° la proportionnalité : l'exigence doit être propre à garantir la réalisation de l'objectif poursuivi et ne pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif.

§ 2. La libre prestation des services fournis par un prestataire établi dans un autre Etat membre de l'Union européenne ne peut pas être restreinte par l'une des exigences suivantes :

1° l'obligation pour le prestataire d'avoir un établissement en région de langue française;

2° l'obligation pour le prestataire d'obtenir une autorisation de l'autorité compétente de la Communauté française, y compris une inscription dans un registre ou auprès d'un ordre ou d'une association professionnels existant en région de langue française, sauf dans les cas visés par le présent décret ou régis par le droit communautaire;

3° l'interdiction pour le prestataire de se doter en région de langue française d'une certaine forme ou d'un certain type d'infrastructure, y compris d'un bureau ou d'un cabinet d'avocats, dont le prestataire a besoin pour fournir les services en question;

4° l'application d'un régime contractuel particulier entre le prestataire et le destinataire qui empêche ou limite la prestation de service à titre indépendant;

5° l'obligation, pour le prestataire, de posséder un document d'identité spécifique à l'exercice d'une activité de service délivré par l'autorité compétente de la Communauté française;

6° les exigences affectant l'utilisation d'équipements et de matériel qui font partie intégrante de la prestation du service, à l'exception de celles nécessaires à la santé et la sécurité au travail;

7° les restrictions à la libre prestation des services visées à l'article 23.

Art. 16. L'article 15 ne s'applique pas :

1° aux services d'intérêt économique général;

2° aux actes pour lesquels la loi requiert l'intervention d'un notaire.

Art. 17. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 15, et uniquement dans des circonstances exceptionnelles, le Gouvernement ou le Ministre compétent peut prendre, à l'encontre d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre, des mesures relatives à la sécurité des services, et ce conformément aux conditions et procédures qui sont d'application pour la prise de mesures similaires envers des prestataires qui ont leur établissement en région de langue française. Ces mesures ne peuvent être prises que dans le respect de la procédure d'assistance mutuelle prévue à l'article 39 et si les conditions suivantes sont réunies :

1° les dispositions en vertu desquelles les mesures sont prises n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation communautaire dans le domaine de la sécurité des services;

2° les mesures sont plus protectrices pour le destinataire que celles que prendrait l'Etat membre d'établissement en vertu de ses dispositions nationales;

3° l'Etat membre d'établissement n'a pas pris de mesures ou a pris des mesures insuffisantes par rapport à celles visées à l'article 39;

4° les mesures sont proportionnées.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} n'affecte pas les dispositions qui, prévues par ou en vertu du droit communautaire, garantissent la libre circulation des services ou permettent des dérogations à celles-ci.

CHAPITRE IV. — *Qualité des services, information et transparence*

Art. 18. § 1^{er}. Tout prestataire met, de la manière visée à l'article 19, à disposition des destinataires les informations suivantes :

1° son nom, son statut et sa forme juridique, l'adresse à laquelle le prestataire a son établissement et les coordonnées permettant d'entrer en contact rapidement et de communiquer directement avec lui, le cas échéant, par voie électronique;

2° le numéro d'entreprise à la Banque-carrefour des entreprises;

3° dans le cas où l'activité est soumise à un régime d'autorisation, les coordonnées de l'autorité compétente ou du guichet d'entreprises;

4° en ce qui concerne les professions réglementées :

a) l'association professionnelle ou l'organisation professionnelle auprès de laquelle le prestataire est inscrit;

b) le titre professionnel et l'Etat membre dans lequel il a été octroyé;

5° les conditions générales et les clauses générales dans le cas où le prestataire en utilise;

6° l'existence, dans le cas où le prestataire en utilise, de clauses contractuelles concernant la législation applicable au contrat et/ou à la juridiction compétente;

7° l'existence de toute garantie contractuelle après-vente éventuelle, non imposée par la loi;

8° le prix du service, lorsque le prix est déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné;

9° les principales caractéristiques du service;

10° les assurances ou les garanties visées à l'article 8 et notamment les coordonnées de l'assureur ou du garant et la couverture géographique.

§ 2. Lorsque les prestataires présentent de manière détaillée leurs services dans un document d'information, ils y font figurer des informations sur leurs activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêt.

Art. 19. A l'initiative du prestataire, les informations visées à l'article 18, § 1^{er} :

1° soit sont communiquées au destinataire;

2° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire sur le lieu de la prestation ou de la conclusion du contrat;

3° soit sont rendues facilement accessibles au destinataire par voie électronique au moyen d'une adresse communiquée par le prestataire;

4° soit figurent dans tout document d'information du prestataire présentant de manière détaillée leurs services.

Art. 20. A la demande du destinataire, le prestataire communique les informations supplémentaires suivantes :

1° lorsque le prix n'est pas déterminé au préalable par le prestataire pour un type de service donné, le prix du service ou, lorsqu'un prix exact ne peut pas être indiqué, la méthode de calcul du prix permettant au destinataire de vérifier ce dernier, ou un devis suffisamment détaillé;

2° en ce qui concerne les professions réglementées, une référence aux règles professionnelles applicables et aux moyens d'y avoir accès;

3° des informations sur ses activités pluridisciplinaires et partenariats qui sont directement liés au service concerné et sur les mesures prises pour éviter les conflits d'intérêts.;

4° les codes de conduite auxquels le prestataire est soumis ainsi que l'adresse à laquelle ces codes peuvent être consultés par voie électronique, en précisant les versions linguistiques disponibles.

Art. 21. Les informations visées aux articles 18 et 20 sont mises à disposition ou communiquées de manière claire et non ambiguë, et en temps utile avant la conclusion du contrat, ou avant la prestation du service lorsqu'il n'y a pas de contrat écrit.

Art. 22. Les articles 18 à 21 ne portent pas préjudice aux exigences d'informations supplémentaires applicables aux prestataires ayant leur établissement en région de langue française.

CHAPITRE V. — *Exigences interdites pour les destinataires*

Art. 23. Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences restreignant leur droit d'utiliser un service fourni par un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membres. Sont notamment visées les exigences suivantes :

1° l'obligation d'obtenir une autorisation de l'autorité compétente de la Communauté française ou de l'autorité compétente fédérale ou de faire une déclaration auprès de celle-ci;

2° des limites discriminatoires à l'octroi d'aides financières au motif que le prestataire est établi dans un autre Etat membre ou pour des raisons liées à l'emplacement du lieu où le service est fourni.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux régimes d'autorisation qui s'appliquent également à l'utilisation d'un service fourni par un prestataire établi en région de langue française.

Art. 24. Les destinataires ne sont pas soumis à des exigences discriminatoires fondées sur la nationalité ou le lieu de résidence.

Les conditions générales d'accès à un service, qui sont mises à la disposition du public par le prestataire, ne contiennent pas de conditions discriminatoires en raison de la nationalité ou du lieu de résidence du destinataire, sans que cela ne porte atteinte à la possibilité de prévoir des différences dans les conditions d'accès lorsque ces conditions sont directement justifiées par des critères objectifs.

CHAPITRE VI. — *Règlement des litiges*

Art. 25. Les prestataires fournissent leurs coordonnées, notamment une adresse postale, un numéro de télécopie ou une adresse électronique ainsi qu'un numéro de téléphone, où tous les destinataires, y compris ceux résidant dans un autre Etat membre de l'Union européenne, peuvent leur adresser directement une réclamation ou leur demander des informations sur le service fourni.

Les prestataires fournissent l'adresse de leur domicile ou de leur siège social si celle-ci ne correspond pas à leur adresse habituelle aux fins de correspondance.

Art. 26. Les prestataires répondent aux réclamations visées à l'article 25 dans les plus brefs délais et font preuve de diligence pour trouver une solution satisfaisante.

Art. 27. Lorsqu'un code de conduite, une association ou un organisme professionnels prévoit le recours à des moyens de règlement extrajudiciaire des litiges, les prestataires soumis à un tel code ou membre d'une telle association, d'un tel organisme sont tenus d'en informer le destinataire et d'en faire mention dans tout document présentant de manière détaillée leurs services, en indiquant les moyens d'accéder à des informations détaillées sur les caractéristiques et les conditions d'utilisation de ces moyens.

Art. 28. Les prestataires sont tenus de prouver le respect des exigences prévues aux articles 18 à 21 et 25 à 27 et l'exactitude des informations fournies.

CHAPITRE VII. — *Coopération administrative*

Art. 29. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, toute information pertinente dont elle dispose concernant un prestataire et/ou ses services.

Elle communique les informations demandées concernant notamment l'établissement et la légalité des activités prestées.

§ 2. L'autorité compétente de la Communauté française effectue, dans la limite de ses compétences, les vérifications, inspections, enquêtes concernant un prestataire de services ou ses services, qui lui sont demandées par l'autorité compétente d'un autre Etat membre par le biais d'une demande motivée.

Elle peut décider des mesures les plus appropriées à prendre dans chaque cas d'espèce pour répondre à la demande d'une autorité compétente d'un autre Etat membre.

Elle apprécie la nature et l'ampleur des vérifications, inspections et enquêtes à mener.

Art. 30. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française communique, dans la limite de ses compétences, à l'autorité compétente d'un autre Etat membre qui lui en fait la demande motivée, les décisions relatives à des sanctions disciplinaires ou administratives à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours, conformément aux règles fixées par les législations ou réglementations particulières pour une telle transmission.

Elle communique également, dans les limites de ses compétences et conformément au Livre II, Titre VII, Chapitre 1^{er} du Code d'instruction criminelle, les informations relatives à des sanctions pénales à caractère professionnel pour autant que celles-ci ne puissent plus faire l'objet d'un recours ainsi que tout jugement coulé en force de chose jugée concernant l'insolvabilité au sens de l'Annexe A du Règlement CE 1346/2000, ou la faillite frauduleuse d'un prestataire. La communication mentionne les dispositions légales ou réglementaires enfreintes.

§ 2. Dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et ses arrêtés d'exécution, le Gouvernement détermine :

- 1° les données qui sont traitées;
- 2° le mode de collecte des données;
- 3° leur durée de conservation;
- 4° à qui les données sont communiquées;
- 5° les mesures de sécurité du traitement de données.

§ 3. L'autorité compétente de la Communauté française qui communique de telles décisions en informe le prestataire.

Art. 31. Les informations demandées en application des articles 29 et 30 ou les résultats des vérifications, inspections ou enquêtes, sont communiqués par voie électronique, dans les plus brefs délais.

Art. 32. L'autorité compétente de la Communauté française qui, pour des raisons légales ou pratiques, ne peut faire suite à la demande d'informations ou de vérifications, inspections ou enquêtes, en informe l'autorité compétente de l'autre Etat membre dans les plus brefs délais en indiquant les motifs qui s'opposent à la demande. Si après

notification de ce refus, cette dernière ne peut se rallier au point de vue de l'autorité compétente de la Communauté française et qu'aucune solution ne peut être trouvée, ce constat est communiqué pour information au coordinateur fédéral.

Art. 33. L'autorité compétente d'un autre Etat membre peut obtenir un accès aux registres accessibles à l'autorité compétente de la Communauté française et selon les mêmes conditions.

Art. 34. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française qui désire qu'une autorité compétente d'un autre Etat membre lui communique des informations ou procède à des vérifications, inspections ou enquêtes concernant un prestataire ou ses services, lui adresse à cet effet une demande motivée.

§ 2. Si l'autorité compétente de l'autre Etat membre ne satisfait pas à la demande et qu'aucune solution ne peut être trouvée, l'autorité compétente de la Communauté française en informe le coordinateur de la Communauté française et/ou le coordinateur fédéral.

Art. 35. Les informations échangées ne peuvent être utilisées qu'aux fins pour lesquelles elles ont été demandées.

Art. 36. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires établis en région de langue française y compris lorsque le service est presté dans un autre Etat membre ou a causé un dommage dans cet autre Etat membre.

§ 2. Cette obligation ne s'étend pas :

1° au contrôle du respect des exigences spécifiques imposées à tout prestataire par l'Etat membre où le service est fourni, sans égard au lieu d'établissement du prestataire;

2° à l'exercice de contrôles sur le territoire de l'Etat membre où le service est presté.

Art. 37. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française exerce ses missions de contrôle vis-à-vis des prestataires fournissant une activité de service sur le territoire de la région de langue française conformément aux articles 15 et 16 du présent décret.

L'autorité compétente de la Communauté française :

1° prend toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que le prestataire se conforme aux exigences qui ont trait à l'accès à l'activité de service et son exercice;

2° procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires pour contrôler le service fourni.

§ 2. En ce qui concerne les exigences autres que celles visées au paragraphe 1^{er}, lorsqu'un prestataire se rend temporairement en région de langue française pour y fournir un service sans y être établi, l'autorité compétente de la Communauté française participe au contrôle du prestataire conformément aux paragraphes 3 et 4.

§ 3. À la demande de l'Etat membre d'établissement, l'autorité compétente de la Communauté française sur le territoire de laquelle le service est fourni procède aux vérifications, inspections et enquêtes nécessaires au contrôle effectif par l'Etat membre d'établissement. Elles interviennent dans les limites des compétences qui leur sont conférées dans leur Etat membre. Les autorités compétentes peuvent décider des mesures les plus appropriées à prendre dans chaque cas individuel pour répondre à la demande de l'Etat membre d'établissement.

Art. 38. L'autorité compétente de la Communauté française ne peut procéder à des vérifications, inspections et enquêtes sur place que si ces dernières sont non-discriminatoires, ne sont pas motivées par le fait qu'il s'agit d'un prestataire ayant son établissement dans un autre Etat membre et sont proportionnées.

Art. 39. § 1^{er}. Lorsque l'autorité compétente de la Communauté française prend connaissance d'un comportement, de faits graves et précis ou de circonstances en rapport avec un prestataire ou une activité de service, susceptibles de causer un préjudice grave pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour l'environnement, elle en informe, par le biais d'un coordinateur d'alerte, les Etats membres et la Commission européenne ainsi que le coordinateur de la Communauté française et/ou le coordinateur fédéral.

§ 2. Lorsqu'une alerte doit être modifiée ou n'est plus justifiée, l'autorité compétente en Communauté française en informe par le biais d'un coordinateur d'alerte, la Commission européenne et les Etats membres ainsi que le coordinateur de la Communauté française et/ou le coordinateur fédéral.

§ 3. La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

Art. 40. § 1^{er}. L'autorité compétente de la Communauté française qui envisage d'adopter des mesures pour assurer la sécurité des services prestés sur le territoire de la région de langue française en application de l'article 17, § 1^{er}, adresse une demande à l'autorité compétente de l'Etat membre d'établissement en fournissant toutes les informations pertinentes sur le service en cause et les circonstances de l'espèce.

§ 2. Après réception de la réponse de l'Etat membre d'établissement ou en l'absence de réponse dans un délai raisonnable, l'autorité compétente de la Communauté française communique le cas échéant, son intention d'adopter des mesures à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, ainsi qu'au coordinateur de la Communauté française et/ou au coordinateur fédéral.

La communication précise :

1° les raisons pour lesquelles l'autorité compétente de la Communauté française estime que les mesures proposées ou adoptées par l'Etat membre d'établissement sont insuffisantes;

2° les raisons pour lesquelles elle estime que les mesures envisagées respectent les conditions prévues à l'article 17, § 1^{er}.

§ 3. Les mesures ne peuvent être adoptées que quinze jours ouvrables après qu'une notification, conformément au § 2, ait été adressée à l'Etat membre d'établissement et à la Commission européenne.

§ 4. En cas d'urgence, l'autorité compétente de la Communauté française peut déroger aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3. Dans ce cas, les mesures adoptées sont notifiées à la Commission européenne et à l'Etat membre d'établissement, en indiquant les raisons pour lesquelles l'autorité estime qu'il y a urgence.

§ 5. La procédure décrite ci-dessus s'applique sans préjudice des procédures judiciaires.

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 41. Le présent décret produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Bruxelles, le 19 juillet 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 107-1. — Rapport, n° 107-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2010.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3034

[C — 2010/29468]

19 JULI 2010. — Decreet betreffende diensten in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet zet gedeeltelijk de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt om.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en de besluiten tot uitvoering ervan, wordt verstaan onder :

1° "dienst" : elke economische activiteit, anders dan in loondienst, die gewoonlijk tegen vergoeding geschiedt, zoals bedoeld in artikel 50 van het EG-Verdrag;

2° "dienstverrichter" : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie of iedere rechtspersoon in de zin van artikel 48 van het EG-Verdrag, die in een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is en een dienst aanbiedt of verricht;

3° "vestiging" : de daadwerkelijke uitoefening van een economische activiteit door de dienstverrichter voor onbepaalde tijd en vanuit een duurzame infrastructuur, van waaruit daadwerkelijk diensten worden verricht;

4° "afnemer" : iedere natuurlijke persoon die onderdaan is van een lidstaat van de Europese Unie of die rechten heeft die hem door communautaire besluiten zijn verleend, of iedere rechtspersoon die in een lidstaat van de Europese Unie gevestigd is en, al dan niet voor beroepsdoeleinden, van een dienst gebruik maakt of wil maken;

5° "gereguleerde beroep" : een beroepsactiviteit of een geheel van beroepsactiviteiten waarvan de toegang, de uitoefening of één van de nadere regels voor de uitoefening ervan, krachtens de decreet-, verordening- of administratieve bepalingen, rechtstreeks of onrechtstreeks afhankelijk is van het bezit van bepaalde beroepskwalificaties; het gebruik van een beroepsbekwaamheidsbewijs, beperkt door wets-, verordening- of administratieve bepalingen tot de houders van een bepaalde beroepskwalificatie, is een nadere regel voor de uitoefening;

6° «titularis van een vrij beroep» : elke onderneming die geen daden van koophandel uitoefent in de zin van artikel 1 van het Wetboek van Koophandel en die door een door de wet opgericht toezichtsorgaan wordt gecontroleerd;

7° "vergunningstelsel" : elke procedure die voor een dienstverrichter of afnemer de verplichting inhoudt bij een bevoegde instantie stappen te ondernemen ter verkrijging van een formele of stilzwijgende beslissing over de toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit;

8° "eis" : elke verplichting, verbodsbepaling, voorwaarde of beperking uit hoofde van een decreet, een verordening of bestuursrechtelijke bepalingen of voortvloeiend uit de rechtspraak, de administratieve praktijk, de regels van beroepsorden of de collectieve regels van beroepsverenigingen of andere beroepsorganisaties, die deze in het kader van de hun toegekende juridische bevoegdheden hebben vastgesteld;

9° "dwingende redenen van algemeen belang" : redenen die als zodanig zijn erkend in de rechtspraak van het Hof van Justitie; waaronder de volgende gronden : openbare orde, openbare veiligheid, volksgezondheid, handhaving van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel, bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers, eerlijkheid van handelstransacties, fraudebestrijding, bescherming van het milieu en het stedelijk milieu, diergezondheid, intellectuele eigendom, behoud van het nationaal historisch en artistiek erfgoed en doelstellingen van het sociaal beleid en het cultuurbeleid;

10° "verzekering beroepsaansprakelijkheid" : een verzekering die door een dienstverrichter wordt aangegaan om, ten aanzien van de afnemers en, in voorkomend geval, van derden, zijn eventuele aansprakelijkheid te dekken voor een schade voortvloeiend uit de dienstprestatie;

11° "bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap" : elk orgaan of autoriteit dat op het grondgebied van het Frans taalgebied een toezichhoudende of regelgevende rol vervult ten aanzien van dienstenactiviteiten, met name bestuurlijke instanties, de beroepsorden en de beroepsverenigingen of andere beroepsorganisaties die in de uitoefening van hun juridisch autonome bevoegdheden de toegang tot of de uitoefening van dienstenactiviteiten collectief reguleren;

12° "lidstaat" : een lidstaat van de Europese Unie;

13° "lidstaat van vestiging" : de lidstaat op het grondgebied waarvan de dienstverrichter gevestigd is;

14° "lidstaat waar de dienst wordt verricht" : de lidstaat waar de dienst wordt verleend door een dienstverrichter die in een andere lidstaat gevestigd is;

15° "werkdag" : elke kalenderdag met uitsluiting van zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen. Indien de termijn op een zaterdag, een zondag of een feestdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd;

16° "persoonsgegevens" : iedere informatie betreffende een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon, overeenkomstig de definitie bepaald in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

17° "federale coördinator" : de natuurlijke persoon die binnen de federale overheidsdienst economie wordt aangewezen, om, in het kader van de in hoofdstuk VI bepaalde administratieve samenwerking, het contactpunt tussen de Europese Commissie en de Belgische bevoegde instanties te zijn;

18° "coördinator van de Franse Gemeenschap" : de natuurlijke persoon die binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt aangewezen, om, in het kader van de in hoofdstuk VI bepaalde administratieve samenwerking, het contactpunt tussen de Europese Commissie en de Belgische bevoegde instanties te zijn;

19° "alarmcoördinator" : de op federaal niveau aangewezen natuurlijke persoon of personen die ermee belast wordt(en) de lidstaten en de Europese Commissie in kennis te stellen van ernstige specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot de dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken.

Art. 3. § 1. Dit decreet is toepasselijk, onverminderd de bevoegdheden van de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen die aan het Waalse Gewest krachtens artikel 138 van de Grondwet worden overgedragen, op de diensten, met uitzondering van :

1° de niet-economische diensten van algemeen belang;

2° de diensten van de gezondheidszorg, al dan niet verleend door gezondheidszorgfaciliteiten en ongeacht de wijze waarop zij worden georganiseerd en gefinancierd en ongeacht de vraag of de diensten openbaar of particulier van aard zijn;

3° de audiovisuele diensten, met inbegrip van cinematografische diensten, ongeacht hun wijze van productie, distributie en doorgifte, en radio-omroep;

4° de activiteiten in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag, als bedoeld in artikel 45 van het EG-Verdrag;

5° sociale diensten betreffende sociale huisvesting, kinderopvang en ondersteuning van gezinnen of personen in permanente of tijdelijke nood, die worden verleend door de Franse Gemeenschap en de andere overheden, door dienstverrichters die hiervoor een mandaat van de Franse Gemeenschap hebben gekregen, of door liefdadigheidsinstellingen die als zodanig zijn erkend.

§ 2. Indien de bepalingen van dit decreet in strijd zijn met de wets-, decreet of verordeningsbepalingen die de specifieke aspecten regelen van de toegang tot of de uitoefening van een dienstactiviteit in specifieke sectoren of voor specifieke beroepen, tot omzetting van het gemeenschapsrecht, dan hebben deze laatste bepalingen voorrang.

HOOFDSTUK II. — *Vrijheid van vestiging*

Art. 4. Wanneer een vergunning vereist is voor de toegang tot en de uitoefening van een dienstactiviteit, moet deze aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° het vergunningstelsel heeft geen discriminerende werking jegens de betrokken dienstverrichter;

2° de behoefte aan een vergunningstelsel is gerechtvaardigd om een of verschillende dwingende redenen van algemeen belang;

3° het nagestreefde doel kan niet door een minder beperkende maatregel worden bereikt, met name omdat een controle achteraf te laat zou komen om werkelijk doeltreffend te zijn.

Het eerste lid is niet van toepassing op de vergunningstelsels die direct of indirect bij het gemeenschapsrecht worden geregeld.

Art. 5. Vergunningstelsels zijn gebaseerd op criteria die beletten dat de bevoegde instanties hun beoordelingsbevoegdheid op willekeurige wijze uitoefenen.

Die criteria zijn :

1° niet-discriminatoire;

2° gerechtvaardigd om een of meer dwingende redenen van algemeen belang;

3° evenredig met die redenen van algemeen belang;

4° duidelijk en ondubbelzinnig;

5° objectief;

6° vooraf openbaar bekendgemaakt;

7° transparant en toegankelijk.

Art. 6. De vergunningsprocedures en -formaliteiten zijn duidelijk, worden vooraf openbaar gemaakt en bieden de aanvragers de garantie dat hun aanvraag objectief en onpartijdig wordt behandeld.

De vergunningsprocedures en -formaliteiten mogen geen ontmoedigend effect hebben en de dienstverrichting niet onnodig bemoeilijken of vertragen. Zij zijn gemakkelijk toegankelijk en eventuele kosten voor de aanvragers in verband met hun aanvraag zijn redelijk en evenredig met de kosten van de vergunningsprocedures in kwestie en mogen de kosten van de procedures niet overschrijden.

Art. 7. De vergunningsvoorwaarden voor een nieuwe vestiging mogen gelijkwaardige, of gezien hun doel in wezen vergelijkbare, eisen en controles waaraan de dienstverrichter al in België of in een andere lidstaat onderworpen is, niet overlappen. De coördinator van de Franse Gemeenschap en/of de federale coördinator alsook de dienstverrichter staan de bevoegde instantie bij door over deze eisen de nodige informatie te verstrekken.

Art. 8. Wanneer een dienstverrichter zich in het Frans taalgebied vestigt, wordt van hem geen beroepsaansprakelijkheidsverzekering of waarborg verlangd indien de dienstverrichter in België of in een andere lidstaat waar hij een vestiging heeft, al gedekt is door een waarborg die gelijkwaardig is of die, met betrekking tot het doel en de dekking die hij biedt wat het verzekerde risico, de verzekerde som, de maximale waarborg en de mogelijke uitzonderingen van de dekking betreft, in wezen vergelijkbaar is.

Indien de waarborg slechts ten dele gelijkwaardig is, kan de lidstaat voor de nog niet gedekte elementen een aanvullende waarborg eisen.

Wanneer een beroepsaansprakelijkheidsverzekering of een andere waarborg worden opgelegd aan een dienstverrichter die in het Frans taalgebied wordt gevestigd, worden de attesten betreffende zo'n verzekerde dekking die worden afgegeven door kredietinstellingen of verzekeraars waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is in een lidstaat van de Europese Unie als bewijs toegelaten.

Art. 9. De vergunning die krachtens de artikelen 4 tot 8 vereist is, biedt de dienstverrichter op het gehele grondgebied van het Frans taalgebied het recht op toegang tot of uitoefening van de dienstenactiviteit, mede door de oprichting van agentschappen, dochterondernemingen, kantoren of bijkantoren.

Het vorige lid is niet van toepassing als een vergunning voor elke afzonderlijke vestiging of een beperking van de vergunning tot een bepaald gedeelte van het nationaal grondgebied om dwingende redenen van algemeen belang gerechtvaardigd is.

Art. 10. De ontvangst van elke vergunningsaanvraag wordt binnen de tien werkdagen na de indiening ervan bevestigd.

De ontvangstbevestiging moet de volgende informatie bevatten :

- 1° de datum waarop de aanvraag werd ontvangen;
- 2° de termijn binnen welke de beslissing moet worden genomen;
- 3° de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties die van de beroepen kennis nemen alsook de vorm en de termijn die in acht moeten worden genomen;
- 4° indien van toepassing, de vermelding dat bij het uitblijven van een antwoord binnen de gespecificeerde termijn, die eventueel kan worden verlengd, de vergunning wordt geacht te zijn verleend.

Wanneer een aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager zo snel mogelijk meegedeeld dat hij aanvullende documenten moet verstrekken die noodzakelijk zijn voor het onderzoek van de aanvraag, wordt hem de termijn meegedeeld waarover hij daartoe beschikt, alsook welke gevolgen dit heeft voor de in het tweede lid bedoelde termijn.

Wanneer een aanvraag wordt geweigerd omdat deze niet aan de vereiste procedures of formaliteiten voldoet, wordt de betrokkene onverwijld van de weigering op de hoogte gesteld.

Art. 11. De vergunning wordt verleend zodra na een passend onderzoek is vastgesteld dat aan de vergunningsvoorwaarden is voldaan.

Indien de regeling niet voorziet in een termijn op het einde waarvan de beslissing over de vergunningsaanvraag moet worden genomen, moet deze uiterlijk dertig werkdagen na de datum van de ontvangstmelding worden genomen, of, als het dossier onvolledig is, te rekenen vanaf de datum waarop de aanvrager alle hem gevraagde vereiste aanvullende documenten heeft geleverd.

De termijn kan één keer worden verlengd voor een periode die tot hoogstens dertig werkdagen wordt beperkt. De verlenging alsook de duur ervan moeten de aanvrager worden meegedeeld voordat de oorspronkelijke termijn verstrijkt.

Onverminderd de decreten, besluiten of bijzondere verordeningen die gerechtvaardigd worden door een dwingende reden van algemeen belang, als er geen antwoord wordt gegeven binnen de termijn bepaald bij de decreten, besluiten of verordeningen, wordt de vergunning als verleend geacht.

Art. 12. § 1. Een aan een dienstverrichter verleende vergunning heeft een onbeperkte geldigheidsduur, tenzij in gevallen waar :

- 1° de vergunning automatisch wordt verlengd of
- 2° de vergunning alleen afhankelijk is van de voortdurende vervulling van de voorwaarden;
- 3° het aantal beschikbare vergunningen beperkt is door een dwingende reden van algemeen belang;
- 4° een beperkte duur gerechtvaardigd is om een dwingende reden van algemeen belang.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing als een vergunning wordt ingetrokken wanneer de toekenningsvoorwaarden niet meer vervuld zijn.

§ 3. Paragraaf 1 heeft geen betrekking op de maximale termijn waarbinnen de dienstverrichter na ontvangst van de vergunning daadwerkelijk met zijn activiteit moet beginnen.

Art. 13. Wanneer het aantal beschikbare vergunningen voor een activiteit beperkt is door schaarste van de beschikbare natuurlijke hulpbronnen of de bruikbare technische mogelijkheden, wordt een selectie gemaakt uit de gegadigden volgens een selectieprocedure die alle waarborgen voor onpartijdigheid en transparantie biedt, met inbegrip van met name een toereikende bekendmaking van de opening, uitvoering en afsluiting van de procedure.

In de in het eerste lid bedoelde gevallen wordt de vergunning voor een passende beperkte duur verleend en wordt zij niet automatisch verlengd; evenmin wordt enig ander voordeel toegekend aan de dienstverrichter wiens vergunning juist is verlopen of aan personen die een bijzondere band met die dienstverrichter hebben.

Bij de vaststelling van regels voor de selectieprocedure kan rekening worden gehouden met overwegingen die betrekking hebben op de volksgezondheid, de doelstellingen van het sociaal beleid, de gezondheid en de veiligheid van werknemers of zelfstandigen, de bescherming van het milieu, het behoud van cultureel erfgoed en andere dwingende redenen van algemeen belang.

Art. 14. § 1. De toegang tot of de uitoefening van een dienstenactiviteit op het grondgebied van het Frans taalgebied kan niet afhankelijk worden gesteld van de volgende eisen :

1° discriminerende eisen die direct of indirect verband houden met de nationaliteit of, voor ondernemingen, met de plaats van de statutaire zetel, waaronder met name :

a) nationaliteitseisen voor de dienstverrichter, zijn personeel, de aandeelhouders of de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de dienstverrichter;

b) de eis dat de dienstverrichter, zijn personeel, de aandeelhouders of de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan hun verblijfplaats hebben op hun grondgebied;

2° een verbod op het hebben van een vestiging in meer dan een lidstaat of op inschrijving in registers of bij beroepsorden of -verenigingen in meer dan een lidstaat;

3° beperkingen van de vrijheid van de dienstverrichter om tussen een hoofd- of een nevenvestiging te kiezen, met name de verplichting dat de hoofdvestiging van de dienstverrichter zich op hun grondgebied moet bevinden, of beperkingen van de vrijheid om voor vestiging als agentschap, bijkantoor of dochteronderneming te kiezen;

4° wederkerigheidsvoorwaarden ten aanzien van de lidstaat waar de dienstverrichter al een vestiging heeft, behalve in het geval dat dergelijke voorwaarden in een communautair instrument op energiegebied zijn vastgelegd;

5° de toepassing per geval van economische criteria, waarbij de verlening van de vergunning afhankelijk wordt gesteld van het bewijs dat er een economische behoefte of markt vraag bestaat, van een beoordeling van de mogelijke of actuele economische gevolgen van de activiteit of van een beoordeling van de geschiktheid van de activiteit in relatie tot de door de bevoegde instantie vastgestelde doelen van economische planning;

6° de directe of indirecte betrokkenheid van concurrerende marktdeelnemers, ook binnen raadgevende organen, bij de verlening van vergunningen of bij andere besluiten van de bevoegde instanties, met uitzondering van beroepsorden en van beroepsverenigingen of andere organisaties die in de hoedanigheid van bevoegde instantie optreden; dit verbod heeft geen betrekking op de raadpleging van organisaties zoals kamers van koophandel of sociale partners over andere aangelegenheden dan individuele vergunningsaanvragen, noch op een raadpleging van het grote publiek;

7° een verplichting tot het stellen van of deelnemen in een financiële waarborg of het afsluiten van een verzekering bij een op het Belgische grondgebied gevestigde dienstverrichter of instelling. Dit belet niet dat een verzekering of financiële garanties als zodanig kunnen worden verlangd noch dat eisen inzake de deelname in een collectief waarborgfonds worden gesteld, bijvoorbeeld voor leden van een beroepsorde of -organisatie;

8° een verplichting al gedurende een bepaalde periode ingeschreven te staan in de registers die op het grondgebied van het Frans taalgebied worden bijgehouden of de activiteit al gedurende bepaalde tijd op het grondgebied van het Frans taalgebied te hebben uitgeoefend.

§ 2. Het verbod bedoeld in paragraaf 1, 5°, heeft geen betrekking op planningseisen waarmee geen economische doelen worden nagestreefd, maar die voortkomen uit dwingende redenen van algemeen belang.

HOOFDSTUK III. — *Vrij verrichten van diensten*

Art. 15. § 1. Het verrichten van diensten kan niet afhankelijk worden gemaakt van de naleving van eisen die niet aan de volgende beginselen voldoen :

1° discriminatieverbod : de eisen maken geen direct of indirect onderscheid naar nationaliteit of, voor rechtspersonen, naar de lidstaat waar zij gevestigd zijn;

2° noodzakelijkheid : de eisen zijn gerechtvaardigd om redenen van openbare orde, openbare veiligheid, de volksgezondheid of de bescherming van het milieu;

3° evenredigheid : de eisen moeten geschikt zijn om het nagestreefde doel te bereiken en gaan niet verder dan wat nodig is om dat doel te bereiken.

§ 2. Het vrij verrichten van diensten door een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter van de Europese Unie kan niet worden beperkt door de volgende eisen te stellen :

1° een verplichting voor de dienstverrichter een vestiging in het Frans taalgebied te hebben;

2° een verplichting voor de dienstverrichter bij de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap een vergunning te verkrijgen of zich in te schrijven in een register of bij een beroepsorde of -vereniging op het grondgebied van het Frans taalgebied, behalve wanneer dit decreet of een ander communautair instrument daarin voorziet;

3° een verbod voor de dienstverrichter in het Frans taalgebied een bepaalde vorm of soort infrastructuur, met inbegrip van een kantoor of kabinet, op te zetten om de betrokken diensten te verrichten;

4° de toepassing van een specifieke contractuele regeling tussen de dienstverrichter en de afnemer die het verrichten van diensten door zelfstandigen verhindert of beperkt;

5° een verplichting voor de dienstverrichter om specifiek voor de uitoefening van een dienstenactiviteit een door de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap afgegeven identiteitsdocument te bezitten;

6° eisen, andere dan die welke noodzakelijk zijn voor de gezondheid en veiligheid op het werk, die betrekking hebben op het gebruik van uitrusting en materiaal die een integrerend deel van de dienstverrichting vormen;

7° beperkingen van het vrij verrichten van diensten zoals bedoeld in artikel 23.

Art. 16. Artikel 15 is niet van toepassing op :

1° diensten van algemeen economisch belang;

2° handelingen waarvoor de wet de tussenkomst van een notaris voorschrijft.

Art. 17. § 1. In afwijking van artikel 15 en alleen in uitzonderlijke omstandigheden kan de Regering of de bevoegde Minister ten aanzien van een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter maatregelen nemen betreffende de veiligheid van diensten, overeenkomstig de voorwaarden en procedures die van toepassing zijn voor het nemen van gelijkaardige maatregelen ten aanzien van dienstverrichters die in het Frans taalgebied gevestigd zijn. Deze

maatregelen kunnen alleen worden genomen wanneer de in artikel 39 bedoelde procedure van wederzijdse bijstand in acht wordt genomen en aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de bepalingen overeenkomstig welke de maatregel wordt genomen, vallen niet onder een communautaire harmonisatiemaatregel op het gebied van de veiligheid van diensten;

2° de maatregelen bieden de afnemer meer bescherming dan de maatregel die de lidstaat van vestiging overeenkomstig zijn nationale bepalingen zou nemen;

3° de lidstaat van vestiging heeft geen maatregelen genomen of heeft maatregelen genomen die ontoereikend zijn in vergelijking met de in artikel 39 bedoelde maatregelen;

4° de maatregelen zijn evenredig.

§ 2. Paragraaf 1 doet geen afbreuk aan de in communautaire instrumenten vastgestelde bepalingen die het vrije verkeer van diensten waarborgen of afwijkingen daarop toestaan.

HOOFDSTUK IV. — *Kwaliteit van de diensten, informatie en doorzichtigheid*

Art. 18. § 1. Iedere dienstverrichter stelt, op de in artikel 19 bedoelde wijze, de afnemers de volgende gegevens ter beschikking :

1° zijn naam, rechtspositie en rechtsvorm, het geografisch adres waar hij is gevestigd, zijn adresgegevens zodat de afnemers hem snel kunnen bereiken en rechtstreeks met hem kunnen communiceren, eventueel langs elektronische weg;

2° het ondernemingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

3° wanneer voor de activiteit een vergunningstelsel geldt, de adresgegevens van de bevoegde instantie of van het ondernemingsloket;

4° voor geregementeerde beroepen :

a) de beroepsvereniging of -organisatie waarbij de dienstverrichter is ingeschreven,

b) de beroepstitel en de lidstaat waar die is verleend;

5° in voorkomend geval, de algemene voorwaarden en bepalingen die de dienstverrichter hanteert;

6° het eventuele bestaan van door de dienstverrichter gehanteerde contractbepalingen betreffende het op het contract toepasselijke recht en/of betreffende de bevoegde rechter;

7° het eventuele bestaan van niet bij wet voorgeschreven garantie na verkoop;

8° de prijs van de dienst wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst vooraf heeft vastgesteld;

9° de belangrijkste kenmerken van de dienst;

10° de in artikel 8 bedoelde verzekering of waarborgen, met name de adresgegevens van de verzekeraar of de borg en de geografische dekking.

§ 2. Wanneer de dienstverrichters hun diensten in een informatiedocument in detail beschrijven, verstrekken ze informatie over hun multidisciplinaire activiteiten en partnerschappen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst, en over de maatregelen die zij ter voorkoming van belangenconflicten hebben genomen.

Art. 19. Op initiatief van de dienstverrichter, wordt de in artikel 18, § 1 bedoelde informatie :

1° ofwel aan de afnemer verstrekt;

2° ofwel voor de afnemer gemakkelijk toegankelijk gemaakt op de plaats waar de dienst wordt verricht of het contract wordt gesloten;

3° ofwel voor de afnemer gemakkelijk elektronisch toegankelijk gemaakt op een door de dienstverrichter meegedeeld adres;

4° of is opgenomen in elk door de dienstverrichter verstrekt informatiedocument waarin zijn diensten in detail worden beschreven.

Art. 20. Op verzoek van de afnemer, verstrekt de dienstverrichter de volgende aanvullende informatie :

1° wanneer de dienstverrichter de prijs van een bepaalde soort dienst niet vooraf heeft vastgesteld, de prijs van de dienst of, indien de precieze prijs niet kan worden gegeven, de manier waarop de prijs wordt berekend, zodat de afnemer de prijs kan controleren, of een voldoende gedetailleerde kostenraming;

2° voor geregementeerde beroepen, een verwijzing naar de in de lidstaat van vestiging geldende beroepsregels en de wijze waarop hierin inzage kan worden verkregen;

3° informatie over hun multidisciplinaire activiteiten en partnerschappen die rechtstreeks verband houden met de betrokken dienst, en over de maatregelen die zij ter voorkoming van belangenconflicten hebben genomen;

4° gedragscodes die op dienstverrichters van toepassing zijn, alsmede het adres waar zij elektronisch kunnen worden geraadpleegd en de beschikbare talen waarin deze codes kunnen worden geraadpleegd.

Art. 21. De informatie bedoeld in de artikelen 18 en 20 wordt, helder, ondubbelzinnig en tijdig voor de sluiting van het contract of, indien er geen schriftelijk contract is, voor de verrichting van de dienst, meegegeeld of beschikbaar gesteld.

Art. 22. De artikelen 18 tot 21 doen geen afbreuk op de aanvullende informatie-eisen die toepasselijk zijn op de dienstverrichters die in het Frans taalgebied gevestigd zijn.

HOOFDSTUK V. — *Verboden beperkingen van de rechten van de afnemers*

Art. 23. De Franse Gemeenschap legt een afnemer geen eisen op die het gebruik van een dienst van een in een andere lidstaat gevestigde dienstverrichter beperken, met name niet :

1° een verplichting bij de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap of de bevoegde federale instantie een vergunning te verkrijgen of een verklaring af te leggen;

2° discriminerende beperkingen op het verkrijgen van financiële bijstand vanwege het feit dat de dienstverrichter in een andere lidstaat is gevestigd of vanwege de plaats waar de dienst wordt verricht.

Het eerste lid is niet van toepassing op de vergunningsstelsels die ook gelden voor het gebruik van een dienst die wordt verricht door een in het Frans taalgebied gevestigde dienstverstreker.

Art. 24. De afnemers worden aan geen discriminerende eisen onderworpen op grond van hun nationaliteit of verblijfplaats.

De algemene voorwaarden voor toegang tot een dienst, die door de dienstverrichter toegankelijk voor het publiek worden gemaakt, bevatten geen discriminatoire bepalingen in verband met de nationaliteit of verblijfplaats van de afnemer, zonder evenwel de mogelijkheid uit te sluiten om verschillende voorwaarden voor toegang te stellen wanneer die verschillen rechtstreeks door objectieve criteria worden gerechtvaardigd.

HOOFDSTUK VI. — *Geschillenbeslechting*

Art. 25. Dienstverrichters verstrekken adresgegevens, met name een postadres, faxnummer of e-mailadres en een telefoonnummer, waar alle afnemers, ook die die in andere lidstaten van de Europese Unie verblijven, een klacht kunnen indienen of informatie over de verrichte dienst kunnen vragen.

Dienstverrichters verstrekken het adres van hun woonplaats of van hun maatschappelijke zetel indien dit niet hun gebruikelijke correspondentieadres is.

Art. 26. De dienstverrichters reageren zo snel mogelijk op de in artikel 25 bedoelde klachten en stellen alles in het werk om bevredigende oplossingen te vinden.

Art. 27. Wanneer een gedragscode, een beroepsvereniging of beroepsorde voorziet in een regeling voor buitengerechtelijke geschillenbeslechting, worden de dienstverrichters die aan een dergelijke code onderworpen zijn of die lid zijn van een dergelijke beroepsvereniging of beroepsorde ertoe gehouden de afnemer hiervan op de hoogte te stellen, dit te vermelden in elk document waarin hun diensten in detail worden beschreven en daarbij aan te geven hoe toegang kan worden verkregen tot gedetailleerde informatie over de kenmerken en toepassingsvoorwaarden van deze regeling.

Art. 28. De dienstverrichters moeten het bewijs leveren dat ze de eisen bedoeld in de artikelen 18 tot 21 en 25 tot 27 naleven en dat de verstrekte informatie juist is.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve samenwerking*

Art. 29. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap verstrekt, binnen de perken van haar bevoegdheden, de bevoegde instantie van een andere lidstaat die een met redenen omklede aanvraag indient, elke relevante informatie waarover ze beschikt betreffende een dienstverrichter en/of zijn diensten.

Ze verstrekt de aangevraagde informatie betreffende de vestiging en de rechtmatigheid van de gepresteerde activiteiten.

§ 2. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap verricht, binnen de perken van haar bevoegdheden, alle verificaties, inspecties en onderzoeken betreffende een dienstverrichter of zijn diensten, die haar worden gevraagd door de bevoegde instantie van een andere lidstaat door middel van een met redenen omklede aanvraag.

Ze kan beslissen over de passende maatregel die in elk geval moet worden genomen om een antwoord te geven op de aanvraag van de bevoegde instantie van een andere lidstaat.

Ze beoordeelt de aard en de omvang van de te verrichten verificaties, inspecties en onderzoeken.

Art. 30. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap deelt, binnen de perken van haar bevoegdheden, de bevoegde instantie van een andere lidstaat die een met redenen omklede aanvraag indient, de beslissingen mee betreffende tucht- of administratieve sancties op professioneel vlak, voor zover tegen deze geen beroep meer kan worden ingesteld, overeenkomstig de regels die worden vastgesteld door de bijzondere regelingen voor een dergelijke mededeling.

Ze verstrekt eveneens, binnen de perken van haar bevoegdheden en overeenkomstig Boek II, Titel VII, Hoofdstuk I van het Wetboek van Strafvordering, de informatie betreffende strafsancities op professioneel vlak, voor zover tegen deze geen beroep meer kan worden ingesteld, en deelt ook elk in kracht van gewijsde gegaan vonnis mee betreffende insolventie in de zin van bijlage A van de verordening EG 1346/2000, of het bedrieglijke faillissement van een dienstverrichter. Bij de mededeling worden de geschonden wets- of verordeningbepalingen vermeld.

§ 2. Met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de besluiten ter uitvoering ervan, bepaalt de Regering :

- 1° de verwerkte gegevens;
- 2° de wijze waarop de gegevens worden verzameld;
- 3° de periode gedurende welke de gegevens worden bewaard;
- 4° aan wie de gegevens worden meegedeeld;
- 5° de veiligheidsmaatregelen bij het verwerken van de gegevens.

§ 3. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap die zulke beslissingen meedeelt, brengt daar de dienstverrichter op de hoogte van.

Art. 31. De informatie waarom wordt gevraagd met toepassing van de artikelen 29 en 30 of de resultaten van de verificaties, inspecties of onderzoeken worden elektronisch onverwijld verstrekt.

Art. 32. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap die, om wettelijke of praktische redenen, geen gevolg kan geven aan het verzoek om informatie of verificaties, inspecties of onderzoeken, brengt daar de bevoegde instantie van de andere lidstaat onverwijld op de hoogte van en vermeldt de redenen waarom geen gevolg wordt gegeven aan het verzoek. Indien deze, nadat ze kennis heeft genomen van die weigering, zich niet naar het standpunt van de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap kan schikken en geen oplossing kan worden gevonden, dan wordt die vaststelling de federale coördinator om informatie meegedeeld.

Art. 33. De bevoegde instantie van een andere lidstaat kan toegang krijgen tot registers die toegankelijk zijn voor de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap, onder dezelfde voorwaarden.

Art. 34. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap die wenst dat een bevoegde instantie van een andere lidstaat haar informatie verstrekt of verificaties, inspecties of onderzoeken verricht betreffende een dienstverrichter of zijn diensten, richt daartoe een met redenen omklede aanvraag naar ze.

§ 2. Als de bevoegde instantie van de andere lidstaat geen gevolg geeft aan de aanvraag en geen oplossing kan worden gevonden, brengt de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap daar de coördinator van de Franse Gemeenschap of de federale coördinator op de hoogte van.

Art. 35. De uitgewisselde informatie kan uitsluitend voor de doelstellingen waarvoor ze werd gevraagd, worden gebruikt.

Art. 36. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap oefent haar controleopdrachten uit ten aanzien van de dienstverrichters die in het Frans taalgebied gevestigd zijn, ook wanneer de dienst in een andere lidstaat wordt gepresteerd of schade in die andere lidstaat heeft berokkend;

§ 2. Die verplichting geldt niet voor :

- 1° de controle op de naleving van de specifieke eisen die aan elke dienstverrichter wordt opgelegd door de lidstaat waarin de dienst wordt verricht, ongeacht de plaats waar de dienstverrichter gevestigd is;
- 2° de uitoefening van toezicht op het grondgebied van de lidstaat waar de dienst wordt gepresteerd.

Art. 37. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap oefent haar controleopdrachten uit ten aanzien van de dienstverrichters die een dienstactiviteit uitoefenen op het grondgebied van het Frans taalgebied overeenkomstig de artikelen 15 en 16 van dit decreet.

De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap :

- 1° neemt alle nodige maatregelen om zich ervan te vergewissen dat de dienstverrichter zich schikt naar de eisen die betrekking hebben op de toegang tot de dienstactiviteit en op de uitoefening ervan;
- 2° verricht alle verificaties, inspecties en onderzoeken die noodzakelijk zijn om de gepresteerde dienst te controleren.

§ 2. Wat de andere eisen betreft dan deze die in paragraaf 1 bedoeld zijn, wanneer een dienstverrichter zich tijdelijk naar het Frans taalgebied begeeft om daar een dienst te verrichten zonder daar gevestigd te zijn, oefent de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap mede toezicht uit op de activiteit van de dienstverrichter overeenkomstig de paragrafen 3 en 4.

§ 3. Op verzoek van de lidstaat van vestiging verricht de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap op het grondgebied waarvan de dienst wordt gepresteerd de verificaties, inspecties en onderzoeken die noodzakelijk zijn voor de werkelijke toezichtuitoefening door de lidstaat van vestiging. Ze worden verricht binnen de perken van de bevoegdheden die hun in hun lidstaat worden toegekend. De bevoegde instanties kunnen zelf bepalen wat in ieder individueel geval de meest geschikte maatregelen zijn om aan het verzoek van de lidstaat van vestiging te voldoen.

Art. 38. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap kan verificaties, inspecties en onderzoeken ter plaatse verrichten, mits deze niet discrimineren, ze niet plaatsvinden omdat de dienstverrichter in een andere lidstaat gevestigd is en ze evenredig zijn.

Art. 39. § 1. Wanneer de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap kennis neemt van een gedrag, van ernstige specifieke handelingen of omstandigheden met betrekking tot de dienstverrichter of de dienstenactiviteit, die ernstige schade aan de gezondheid of veiligheid van personen of aan het milieu kunnen veroorzaken, stelt zij, via een alarmcoördinator, de lidstaten en de Europese Commissie alsook de coördinator van de Franse Gemeenschap en/of de federale coördinator, hiervan in kennis.

§ 2. Wanneer een alarmmaatregel moet worden gewijzigd of niet meer gerechtvaardigd is, stelt de bevoegde instantie in de Franse Gemeenschap, via een alarmcoördinator, de Europese Commissie en de lidstaten alsook de coördinator van de Franse Gemeenschap en/of de federale coördinator, hiervan in kennis.

§ 3. De hierboven beschreven procedure is van toepassing onverminderd de gerechtelijke procedures.

Art. 40. § 1. De bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap die voornemens is maatregelen te nemen om de diensten gepresteerd op het grondgebied van het Frans taalgebied met toepassing van artikel 17, § 1, veilig te stellen, richt een aanvraag naar de bevoegde instantie van de lidstaat van vestiging en verstrekt alle relevante informatie over de betrokken dienst en de omstandigheden terzake.

§ 2. Na ontvangst van het antwoord van de lidstaat van vestiging of als geen antwoord binnen een redelijke termijn wordt gegeven, deelt de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap, in voorkomend geval, haar voornemen maatregelen te nemen mee aan de Europese commissie en aan de lidstaat van vestiging, alsook aan de coördinator van de Franse Gemeenschap en/of aan de federale coördinator.

De mededeling bepaalt :

1° de redenen waarom de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap oordeelt dat de door de lidstaat van vestiging genomen of beoogde maatregelen ongepast zijn;

2° de redenen waarom ze oordeelt dat de beoogde maatregelen voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 17, § 1.

§ 3. De maatregelen kunnen niet eerder dan vijftien werkdagen worden genomen nadat een kennisgeving overeenkomstig § 2 werd gericht aan de lidstaat van vestiging en aan de Europese Commissie.

§ 4. In spoedeisende gevallen kan de bevoegde instantie van de Franse Gemeenschap, van de paragrafen 1, 2 en 3 afwijken. De Europese Commissie en de lidstaat van vestiging worden in dat geval van de maatregelen in kennis gesteld, met opgave van de redenen waarom er volgens de instantie sprake is van een spoedeisend karakter.

§ 5. De hierboven beschreven procedure is van toepassing onverminderd de gerechtelijke procedures.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 41. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 107-1.- Verslag, nr. 107-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2010.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 3035

[C - 2010/29472]

19 JUILLET 2010. — Décret relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives aux institutions universitaires*

Article 1^{er}. L'article 36bis de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, tel qu'inséré par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36bis. § 1^{er}. Il est accordé annuellement à chaque institution visée à l'article 25 une allocation complémentaire égale à la différence entre :

— d'une part, le montant théorique des droits d'inscription, calculé en fonction de l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 39, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, de l'article 39, § 4 et de l'article 39, § 5, alinéa 1^{er};

— d'autre part, le montant réellement perçu après application des réductions sur ces droits d'inscription en faveur des étudiants bénéficiant d'une allocation d'études ou de condition modeste.

§ 2. Il est accordé annuellement à chaque institution visée à l'article 25 une allocation complémentaire égale à la différence entre :

— d'une part, le montant théorique des droits d'inscription, calculé en fonction de l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 39, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, de l'article 39, § 4, de l'article 39, § 5, alinéa 1^{er}, et de l'article 39, § 6;

— d'autre part, le montant réellement perçu, calculé en fonction de l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'article 39, § 2, alinéas 1^{er} et 2, de l'article 39, § 3, alinéa 1^{er}, l'article 39, § 4bis, de l'article 39, § 5, alinéa 1^{er} et de l'article 39, § 6.

§ 3. A titre provisionnel, un tiers des allocations complémentaires prévues aux paragraphes précédents est liquidé le 31 décembre au plus tard à chaque institution visée à l'article 25, sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables arrêtées au 1^{er} décembre. Le solde est liquidé le 1^{er} juillet sur base des inscriptions des étudiants réguliers finançables définitives. ».